



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 23 – 23 juin 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le parti travailliste met à jour son plan pour une économie verte d'ici 2030

Climat & Energie

- L'Écosse n'a pas atteint son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre
- Le R-U lance son premier projet de géothermie profonde depuis les années 1980
- La compagnie des eaux *South East Water* va imposer des limites à l'utilisation de l'eau

Environnement

- L'état des forêts pluviales tempérées se dégrade au Royaume-Uni
- Les gouvernements écossais et gallois interdisent un produit chimique destiné à lutter contre la prolifération des fougères

Industrie

- *Make UK* publie son rapport trimestriel sur l'industrie manufacturière
- *Rolls-Royce* souhaite revenir sur le marché des moteurs destinés aux petits avions de ligne

Transports

- Les conducteurs des voitures les plus polluantes pourraient bientôt devoir payer davantage pour stationner en Angleterre
- Les retards dans le projet HS2 (*High Speed 2*) devraient encore augmenter son coût
- L'Organisation Internationale du Travail (OIT) appelle le R-U à respecter les normes internationales en matière de droit du travail

Fait marquant

Le parti travailliste met à jour son plan pour une économie verte d'ici 2030

Le parti travailliste a publié son plan « [Britain in 2030 - Plus forts ensemble pour une économie verte et numérique](#) », qui propose de :

- Saisir les opportunités d'une économie numérique et à faibles émissions de carbone ;
- Réduire radicalement les émissions ;
- Inverser le déclin de la nature ;
- Acheter, fabriquer et vendre davantage en Grande-Bretagne ;
- Gérer une transition équitable et prospère vers le zéro émission.

Le parti travailliste considère que la lutte contre la crise climatique et écologique doit être la mission déterminante de la prochaine décennie et appelle une stratégie claire pour réduire fortement les émissions du Royaume-Uni d'ici à 2030. Il critique les décisions du gouvernement telles que la suppression des aides pour la rénovation des maisons, la réduction des subventions pour les énergies renouvelables et les véhicules électriques, la privatisation de la Banque d'investissement vert, l'ouverture d'une nouvelle mine de charbon et l'approbation de la construction d'un nouveau champ pétrolifère en mer du Nord.

La parti travailliste estime que le pays a été freiné par un manque d'investissement ainsi que sa répartition géographique très inégale, entraînant une perte d'emplois notamment dans les énergies renouvelables et dans le numérique. Il accuse ainsi les conservateurs d'avoir « *perdu une décennie et dilapidé la position de leader mondial dans l'infrastructure haut débit que le dernier gouvernement travailliste avait laissée* », réduisant les gains de productivité et creusant la fracture numérique, notamment entre le nord et le sud du pays.

Le parti travailliste souhaite que le R-U soit un des leaders mondiaux de l'économie verte et appelle à une action urgente au cours des dix prochaines années pour créer de bons emplois dans les industries d'avenir et en soutenant les industries existantes dans leur décarbonation, rappelant qu'un [rapport du Labour sur la relance économique verte](#) avait montré en 2020 comment l'accélération de 30 Md£ de dépenses d'infrastructure, sous la forme d'un plan de relance rapide, pouvait soutenir la création de 400 000 emplois propres et verts dans tout le pays.

Le document considère qu'il convient « *d'acheter, fabriquer et vendre davantage en Grande-Bretagne* » pour tirer les bénéfices de ces nouvelles industries, prenant notamment l'exemple de la transition vers les véhicules électriques (VE) qui nécessite la production de batteries au niveau national et le déploiement de bornes de recharge, mais aussi le développement de la chaîne d'approvisionnement des éoliennes au R-U. Il insiste sur la nécessité que les travailleurs et les communautés récoltent les bénéfices et les dividendes de la transition verte, nécessitant de travailler avec les syndicats.

Par ailleurs, au cours d'un déplacement en Ecosse, le leader de l'opposition, Keir Starmer, a annoncé que l'entreprise publique spécialisée dans les énergies propres que son parti propose de créer, *Great British Energy*, aurait son siège en Ecosse. Il a également confirmé qu'il « *n'accorderait pas de licences pour l'exploration de nouveaux gisements* » en mer du Nord, mais qu'il honorerait toutes les licences existantes au moment des prochaines élections générales, qui doivent avoir lieu d'ici janvier 2025.

Le chiffre de la semaine

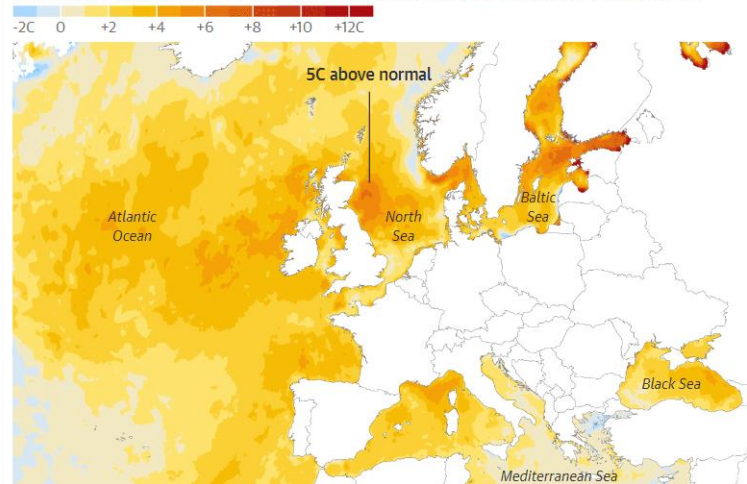
562 Md£

Selon une étude du think tank [Institute for Public Policy Research](#) (IPPR), c'est le montant que les secteurs privé et public britanniques auraient dû investir entre 2006 et 2021 afin d'atteindre le niveau moyen d'investissement observé dans les autres pays du G7 sur cette période. L'IPPR estime que le R-U fait face à « une boucle infernale en matière d'investissement et de croissance », une situation accentuée par les investissements nécessaires à la décarbonation de l'économie pour lesquels les Etats-Unis et l'UE ont tous les deux annoncé des plans de subventions publiques. L'IPPR exhorte le gouvernement britannique à augmenter ses investissements dans les industries vertes, soulignant que le coût élevé de l'inaction tant sur le plan économique (selon des estimations de l'*Office for Budget Responsibility*, une absence de réduction des émissions de CO2 entraînerait une hausse de la dette publique qui atteindrait 289 % du PIB d'ici 2050) qu'environnemental.

L'illustration de la semaine

Sea temperatures around the UK are several degrees above normal

Sea surface temperature anomaly on 17 June compared with long-term average for the time of year



Guardian graphic. Source: NOAA

Selon les observations de l'office météorologique britannique (Met), les températures de l'eau en surface, particulièrement au large du nord-est de l'Angleterre et de l'ouest de l'Irlande, sont supérieures de plusieurs [degrés](#) aux normales et battent les records observés jusqu'à présent pour cette saison (ces données sont collectées depuis 1850). Ce phénomène de « canicule marine » existe dans des eaux plus chaudes, comme la Méditerranée, mais n'avait jamais été observé dans cette partie de l'Atlantique nord. Si ces températures ne sont pas encore « léthales » pour les

espèces marines, elles atteignent un niveau « *stressant* » selon la *Marine Biological Association* britannique. Si elles perduraient pendant l'été, elles pourraient même conduire à une mortalité massive de plusieurs espèces (herbes marines, poissons, huîtres).

Climat & Energie

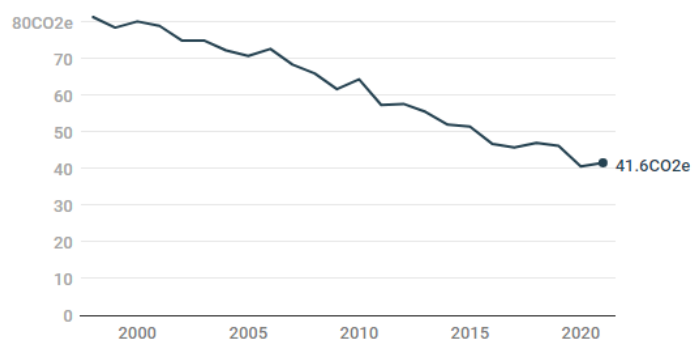
Flash – Plusieurs anciens ministres conservateurs, dont l'ancien président de la COP26 Alok Sharma, ont formé un [groupe pour faire pression sur le gouvernement](#) afin qu'il présente un « *programme environnemental audacieux et positif* » lors des prochaines élections générales, craignant que les conservateurs perdent leur crédibilité en la matière.

Flash – Le groupe danois [Ørsted](#) a indiqué travailler « *très dur* » pour rendre viable son projet de parc éolien maritime aux larges des côtes du Yorkshire, le plus important au monde, mais a indiqué que cela ne serait possible qu'avec une participation financière plus importante du R-U, notamment une hausse des prix de rachat de l'électricité dans le cadre des *contracts for difference* (CfD).

L'Écosse n'a pas atteint son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Scottish emission

Greenhouse gas emissions reduced by 49.9 per cent between 1998 and 2021, missing the 51.1 per cent target



Data in metric tonnes CO2 equivalent, which includes carbon dioxide, methane, nitrous oxide, hydrofluorocarbons, perfluorocarbons, sulphur hexafluoride and nitrogen trifluoride

Chart: The Times and The Sunday Times

Les [nouveaux chiffres du gouvernement écossais](#) montrent qu'il n'a pas atteint son objectif de réduction juridiquement contraignant pour 2021, puisque les émissions ont diminué de 49,9 % entre la période de référence (1990 ou 1995 selon les gaz) et 2021, alors que l'objectif fixé était une baisse de 51,1 %.

Plusieurs défenseurs de l'environnement ont estimé que si le chiffre intermédiaire n'était pas atteint, l'objectif de parvenir à une émission nette nulle d'ici 2045 était menacé, tandis que le gouvernement a estimé que le rebond post-coronavirus était attendu à mesure que la société revenait à la normale et était sensiblement inférieur à celui de l'ensemble du Royaume-Uni.

Le R-U lance son premier projet de géothermie profonde depuis les années 1980

Le premier centre de production de [géothermie profonde](#) a été mis en service à Southampton en 1986 mais est actuellement fermé pour réparations. Le site pilote, ouvert cette semaine et situé en Cornouailles, a été financé en partie par les fonds de développement européens et les

collectivités locales. Il n'est pour l'instant pas destiné à une production commerciale. L'énergie produite servira à chauffer les serres et dômes de forêt tropicale de [l'Eden project](#), situés à proximité du site. Le R-U s'était pour la première fois intéressé à la géothermie en profondeur pendant la crise pétrolière des années 1970, mais cela n'avait pas débouché sur la construction d'autre sites de production que celui de Southampton. Le coût de ces projets et les délais (entre 8 et 10 ans en moyenne) pour être connecté au réseau de distribution constituent les deux principaux freins au déploiement de cette énergie décarbonée.

La compagnie des eaux *South East Water* va imposer des limites à l'utilisation de l'eau

Plus de deux millions de personnes résidant dans le Kent et le Sussex (sud de l'Angleterre) seront concernées par ces restrictions, qui s'appliqueront à compter du [26 juin](#). Les clients de *South East Water* ne pourront plus arroser leur jardin, nettoyer leur voiture ou remplir leur piscine. Selon la compagnie des eaux, ces restrictions s'expliquent par l'arrivée d'un temps chaud et sec plus tôt dans l'année qu'habituellement, une situation qui devrait perdurer cet été. *South West Water*, une autre compagnie des eaux, impose pour sa part des restrictions similaires dans le Devon du Nord et les Cornouailles (sud de l'Angleterre) depuis l'année dernière, mesures qui ont été étendues à d'autres zones des Cornouailles en avril afin d'aider « *au rétablissement du niveau des réservoirs* ».

Environnement

Flash – La [pollution de l'air à Oxford](#) a diminué de plus de 8 % en 2022, selon les chiffres officiels, ce qui serait lié à l'introduction de quartiers à faible trafic dans l'est de la ville et au projet pilote de zone zéro émissions dans le centre-ville.

Les gouvernements écossais et gallois interdisent un produit chimique destiné à lutter contre la prolifération des fougères

Les agriculteurs écossais se sont vu refuser l'accès d'urgence à un produit chimique interdit depuis 2011 (l'Asulam) pour contrôler la croissance des fougères, qui bénéficiait jusqu'ici d'une autorisation spéciale. Le gouvernement écossais a en effet estimé que les risques pour l'environnement et la santé humaine l'emportaient sur les avantages, le *Health and Safety Executive* (HSE) ayant, pour la première fois, recommandé aux quatre nations du Royaume-Uni de refuser son utilisation en 2023. Cette recommandation a également été suivie par le gouvernement du Pays de Galles, mais pas par l'Angleterre. Les agriculteurs écossais affirment que les zones de pâturage des moutons deviendront des friches en l'absence de traitement ; le président de l'Union nationale des agriculteurs d'Écosse a ainsi estimé que l'interdiction va « *entraîner une perte de biodiversité et une monoculture de fougères qui va se répandre dans tout le pays, ce qui aura un impact considérable sur les communautés rurales* ».

L'état des forêts pluviales tempérées se dégrade au Royaume-Uni



Les forêts pluviales tempérées couvraient autrefois un cinquième du Royaume-Uni, mais elles n'en couvrent plus qu'1 % aujourd'hui. Selon le *Woodland Trust*, elles sont endommagées par le surpâturage des animaux, tandis que le changement climatique a un impact sur les niveaux d'humidité. Eleanor Lewis, du *Woodland Trust*, a déclaré : « *Une forêt pluviale tempérée en bonne santé est idéale pour les plantes rares, les lichens et les champignons, ainsi que pour les oiseaux et les mammifères remarquables* ». Le trust, qui possède plusieurs forêts, dont Crinan Wood à Argyll, en Écosse, où 245 espèces de lichens ont été recensées, met en lumière la situation critique de ces écosystèmes spéciaux pour coïncider avec la Journée mondiale de la forêt tropicale. Selon la fondation, seulement 7 % de ces forêts sont en « bon état » car la pollution atmosphérique tue les lichens fragiles et la maladie des arbres décime la canopée. Ces habitats spéciaux, que l'on trouve dans l'ouest de l'Écosse et du Pays de Galles, dans la région des lacs et dans le sud-ouest de l'Angleterre, sont considérés comme plus menacés que les forêts tropicales humides.

Industrie

Flash – La start-up [ZeroAvia](#) a signé un accord avec *Monte Aircraft Leasing*, entreprise basée à Londres, pour la livraison d'une centaine d'avions à hydrogène.

Flash – Lors du salon du Bourget, le gouvernement britannique a annoncé que l'industrie aéronautique bénéficierait de [218 M£](#), co-financés par le secteur privé, afin de financer des projets de décarbonation de l'aviation.

Make UK publie son rapport trimestriel sur l'industrie manufacturière

La production dans le secteur [manufacturier](#) au T2 2023 demeure stable par rapport au trimestre précédent. Le solde pour la production a dépassé celui des commandes pour la première fois depuis le T2 2021, ce qui suggère une amélioration des difficultés liées aux chaînes d'approvisionnement. Les entreprises manufacturières s'attendent à ce que cette tendance se maintienne au T3 2023 : une baisse des prix de l'énergie devrait leur permettre de « *produire plus efficacement* » tout en favorisant un ralentissement de l'inflation. Le rythme de hausse du prix des intrants a en effet ralenti de manière plus rapide que ce qui était observé lors des trimestres précédents, même si les prix demeurent très élevés. Les commandes à l'export ont par ailleurs dépassé les commandes domestiques pour la première fois depuis le T4 2020.

Rolls-Royce souhaite revenir sur le marché des moteurs destinés aux petits avions de ligne

[Rolls-Royce](#) avait quitté le marché des avions de ligne de taille moyenne et à fuselage étroit en 2011. Le PDG du groupe Tufan Erginbilgic, qui a pris ses fonctions au début de l'année, souhaite cependant se relancer sur ce marché en s'appuyant sur la production d'un nouveau moteur dévoilé par le groupe cette année. *Rolls-Royce* a été plus affecté que ses concurrents par la pandémie : sur 19 000 personnes employées en 2020, 7 000 ont été licenciés pendant la pandémie. Le quasi-arrêt du trafic aérien de passagers avait en effet privé le groupe d'une de ses principales sources de revenus liée à l'utilisation et à l'entretien de ses moteurs. L'annonce d'un retour sur le marché des plus petits aéronefs pourrait cependant ne pas produire des résultats

immédiats. Il apparaît peu probable que *Rolls-Royce* reçoive une commande d'ampleur avant plusieurs années et le groupe devra certainement conclure un partenariat avec l'une des entreprises présentes sur ce marché (*Safran*, *General Electric*).

Transports

Flash – Le ministre des Transports Mark Harper a inauguré le [Maritime Council](#) qui « apportera son expertise et supervisera au plus haut niveau la stratégie Maritime 2050, en contribuant à la mise en œuvre de ses 185 recommandations ».

Flash – L'opérateur intercités [TransPennine Express](#), dont la franchise a été reprise par le gouvernement en mai, continue d'afficher une piètre performance avec jusqu'à 90 trains annulés quotidiennement. Selon le gouvernement cette situation s'explique par une pénurie de conducteurs de trains qualifiés (il faut en moyenne 18 mois pour former un conducteur de train).

Flash – Le conseil départemental du Kent va recevoir [16,1 M£](#) du gouvernement afin d'améliorer ses services de bus. Ces subventions, qui peuvent servir à diminuer le prix des billets, s'ajoutent au 19 M£ déjà versés par le gouvernement depuis 2021.

Flash – Interrogé par la commission parlementaire des Transports, Huw Merriman, secrétaire d'Etat en charge du [ferroviaire](#), a indiqué que le gouvernement présenterait dans les prochaines semaines ses projets pour une nouvelle gare à Bradford dans le cadre du plan d'amélioration des services ferroviaires dans le nord de l'Angleterre.

Flash – Lors de la conférence pour la reconstruction de l'[Ukraine](#) qui s'est tenue à Londres cette semaine, le gouvernement a annoncé des mesures de soutien pour le secteur des transports ukrainien dont la formation des marins à l'aide de casques de réalité virtuelle et la possibilité de détachements au R-U pour les contrôleurs aériens.

Les conducteurs des voitures les plus polluantes pourraient bientôt devoir payer davantage pour stationner en Angleterre

L'arrondissement londonien de [Lambeth](#) (sud de Londres) a récemment introduit des frais de stationnement déterminés en fonction des normes d'émission du véhicule. D'autres collectivités locales anglaises devraient progressivement déployer un système similaire. Dans l'arrondissement de Lambeth il existe désormais 26 différents frais de stationnement avec un supplément pour les voitures diesel. Le coût des permis de stationnement pour les résidents est également fixé en fonction des normes d'émissions : il est de 500 £ par an pour les voitures les plus polluantes et un supplément de 140 £ est imposé aux véhicules diesel ne respectant pas les normes d'émission Euro 6. Si les associations environnementales sont favorables à ces mesures, de nombreux automobilistes continuent de s'y opposer en raison du coût de ces mesures pour les populations précaires et les entreprises.

Les retards dans le projet HS2 (*High Speed 2*) devraient encore augmenter son coût

Le gouvernement avait annoncé en mars un report de deux ans de la mise en fonctionnement de la ligne Birmingham-Crewe après avoir déjà reporté d'au moins trois ans celle de la ligne Londres-Birmingham. Selon le ministère des Transports (DfT), ces reports avaient pour objectif de limiter le coût du projet. Mais selon des estimations du gouvernement et d'[HS2](#), rapportées par le *FT*, les retards pris dans la construction entraîneraient un surcoût de 366 M£. Cette semaine, le secrétaire d'Etat en charge du ferroviaire, Huw Merriman, a par ailleurs expliqué dans un communiqué que le coût prévisionnel de rénovation de la gare londonienne d'Euston avait plus que doublé, passant de 2,2 Md£ à 4,8 Md£, ce qui rendait ce projet « *inabordable* ». Il a indiqué que le gouvernement utiliserait les deux prochaines années pour « *développer un projet plus abordable qui bénéficie aux passagers, aux communautés locales et aux contribuables* ».

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) appelle le R-U à respecter les normes internationales en matière de droit du travail

Pour mémoire, le gouvernement a introduit en janvier un projet de loi sur le service minimum en cas de [grève](#) dans plusieurs secteurs « *essentiels* », dont les transports, qui est toujours en discussion au Parlement. La commission de l'OIT sur le droit du travail a publié ses [conclusions](#) appelant le R-U à « *veiller à ce que la législation existante et future soit conforme* » aux règles internationales sur la liberté d'association. L'OIT, dont le R-U est l'un des membres fondateurs, a également invité le R-U à demander l'assistance technique de ses experts. L'OIT recommande par ailleurs d'autoriser les syndicats à recourir au vote par voie électronique (actuellement, seul le vote par voie postale est autorisé), d'améliorer les processus de consultation avec les syndicats et de limiter les pouvoirs du gouvernement, afin qu'il « *n'interfèrent pas avec l'autonomie et le fonctionnement des organisations de travailleurs et d'employeurs* ». Les syndicats britanniques sont très critiques du projet de loi présenté en janvier, estimant qu'il vient limiter un droit de grève déjà très encadré au R-U.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international